

DANS L'ACTUALITE du 1^{er} au 4 juillet 2016

Textes officiels

JORF n° 0153 du 2 juillet 2016

Modifications de règles de fonctionnement du Conseil d'Etat

[Décret n° 2016-899 du 1er juillet 2016 modifiant le code de justice administrative \(partie réglementaire\)](#)

Travaux parlementaires

Droit de l'urbanisme et de la construction : l'urgence de simplifier

[Rapport d'information de MM. François CALVET et Marc DAUNIS, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales n° 720 tome I \(2015-2016\) - 23 juin 2016](#)

[Rapport d'information n° 720](#)

Source : senat.fr du 30/07/2016

Jurisprudence

Moyens invocables par les concurrents évincés

[CAA Bordeaux 23 juin 2016 *syndicat intercommunal AGEDI*, req. n° 14BX02263](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Une nouvelle fiche technique a été mise en ligne pour aider acheteurs et entreprises à s'approprier les nouveaux textes

[Après la mise en ligne de 15 fiches, la fiche technique consacrée aux exclusions de l'article 14 de l'ordonnance relative aux marchés publics applicables aux pouvoirs adjudicateurs est mise à jour.](#)

Source : DAJ du 30/06/2016

Urbanisme

Dans les Alpes-Maritimes, l'Etat et les collectivités coupent les vivres à l'agence d'urbanisme

[C'est un événement rare dans le monde des agences d'urbanisme: l'Etat et les collectivités territoriales des Alpes-Maritimes ont décidé de ne plus financer l'Adaam 06. Sa cessation d'activité vient d'être prononcée.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/07/2016

La Ville de Paris modifie son plan local d'urbanisme

[En juillet 2014, la Ville de Paris a engagé une modification de son plan local d'urbanisme, adopté en 2006. La procédure touche à sa fin: le 4 juillet, le Conseil de Paris délibérera sur les nouvelles règles du PLU qui permettent d'accélérer la mise en œuvre des priorités de la mandature: la création de logements, le développement de la nature en ville, la logistique urbaine, etc.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/07/2016

Accélération des procédures, stabilisation des règles : le Sénat veut faciliter l'urbanisme de projet

[Le groupe sénatorial de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols a présenté les conclusions de ses travaux le 29 juin. Après une vaste consultation nationale et de nombreuses auditions d'experts, il a élaboré une proposition de loi qui se donne pour objectifs d'accélérer la réalisation des projets locaux et de stabiliser le droit.](#)

Source : localtis.info du 1^{er}/07/2016

Accélération des projets de construction et d'aménagement : le Sénat fait des propositions concrètes de simplification

[Le groupe de travail du Sénat sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols a présenté, le 29 juin, des propositions concrètes pour accélérer les projets de construction et d'aménagement tout en stabilisant l'environnement juridique.](#)

Source : le Moniteur du 30/06/2016

Environnement

Contrats de concession pour la distribution et la fourniture d'électricité : France urbaine, Enedis et EDF signent un accord

[A l'occasion d'une rencontre, le 29 juin 2016, entre France urbaine et Enedis \(ex-ERDF\), Jean-Luc Moudenc, président de l'association des élus urbains et président de Toulouse Métropole, Jean-Louis Fousseret, 1^{er} vice-président, maire de Besançon, président du Grand Besançon, André Rossinot, secrétaire général, président du Grand Nancy, Dominique Gros, co-président de la commission développement durable et transition énergétique, maire de Metz, et Philippe Monloubou, président du directoire d'Enedis, ont signé un protocole d'accord.](#)

Source : localtis.info du 04/07/2016

Un label énergie-carbone pour anticiper la future réglementation environnementale

Les ministres Ségolène Royal et Emmanuelle Cosse ont lancé un label unique portant sur l'évaluation des bâtiments à énergie positive et bas carbone. Un moyen d'expérimenter et d'ajuster le niveau de la future réglementation de 2018.

Source : le Moniteur du 1^{er}/07/2016

Ségolène Royal met en consultation le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), aujourd'hui 1er juillet comme promis

Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, en charge des Relations internationales sur le climat, transmet aujourd'hui le projet de PPE au Conseil national de la transition écologique, au Comité d'experts pour la transition énergétique et à l'Autorité environnementale.

Source : developpement-durable.gouv.fr du 1^{er}/07/2016

Collectivités territoriales

Les nouvelles régions ont choisi leur siège et les lieux de réunion des élus

Toutes les nouvelles régions ont à présent délibéré sur la localisation de l'hôtel de région et des lieux de réunion de l'assemblée et des commissions. La volonté d'un équilibre territorial entre les anciennes régions est très inégale.

Source : localtis.info du 04/07/2016

Les régions peuvent désormais entrer au capital d'entreprises... sans passer par décret

Les régions peuvent désormais prendre des participations dans les sociétés commerciales sans passer par décret en Conseil d'Etat. Le décret n°2016-807 du 16 juin 2016 précise les conditions et les limites dans lesquelles le processus pourra être réalisé. Il s'agit d'une demande de longue date, qui prend effet dans le cadre de la loi du 7 août 2014 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Source : localtis.info du 04/07/2016

Vu dans les revues

AJDA n° 24-2016 du 4 juillet 2016 p.1327, *Le champs d'application de la Charte de l'environnement – Variations sur le thème du juriste linguiste*, par François Brunet

AJDA n° 24-2016 du 4 juillet 2016 p.1341, *Cession de contrat et bail emphytéotique administratif (CE 7 décembre 2015, req. n° 375643)*, par Thiphaine Rombauts-Chabrol

AJDA n° 24-2016 du 4 juillet 2016 p.1344, *Voie de fait, droit de propriété immobilière et occupant sans titre du domaine public (TC 11 janvier 2016, req. n° 4040)*, par Nelly Sudres

AJDA n° 24-2016 du 4 juillet 2016 p.1356, *Recours de la commune contre un permis de construire préfectoral : quel point de départ pour le délai de recours ? (CE 9 mars 2016, req. n° 384341)*, par Jean-Baptiste Sibileau

Presse

Ile-de-France : pourquoi la région va à Saint-Ouen

[Le conseil régional va quitter le très chic 7^e arrondissement de Paris pour la Seine-Saint-Denis.](#)

Source : les Echos du 04/07/2016

Paris veut réintroduire des plates-formes logistiques au cœur de la ville

[La capitale lance un appel à projets et modifie son plan local d'urbanisme pour mailler le territoire. Objectif : accompagner l'essor de l'e-commerce et lutter contre la pollution.](#)

Source : les Echos du 03/07/2016